

**Service
de l'Urbanisme
et de l'Habitat**



SOMMAIRE

Pages

PREAMBULE

1. CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE, INSERTION DU PPR DANS LA PROCEDURE ADMINISTRATIVE.....	1
1.1. Contexte législatif et réglementaire.....	1
1.2. Périmètre d'application.....	2
1.4. Les effets du PPR.....	4
2. PRESENTATION DES ETUDES.....	5
2.1. Informations préalables.....	5
2.2. L'analyse des zones inondables de la Vienne.....	6
2.2.1. Physiographie du bassin.....	6
2.2.2. Physionomie du lit majeur et du lit mineur de la Vienne.....	6
2.2.3. Hydrologie.....	8
2.2.4. Paramètres physiques de l'écoulement de la crue centennale.....	8
2.3. L'analyse des enjeux.....	9
2.3.1. Méthodologie.....	9
2.3.2. Présentation générale.....	10
2.3.2.1. L'urbanisation	10
2.3.2.2. Les espaces naturels et agricoles.....	14
2.3.2.3. Gestion du territoire : les documents d'urbanisme.....	14
2.3.3. Synthèse des enjeux par commune.....	15
2.3.3.1. Commune de Etagnac.....	15
2.3.3.2. Commune de Chassenon.....	16
2.3.3.3. Commune de Chabanais.....	17
2.3.3.4. Commune de Exideuil.....	19
2.3.3.5. Commune de Chirac.....	20
2.3.3.6. Commune de Manot.....	21
2.3.3.7. Commune de Saint Maurice-des-Lions.....	22
2.3.3.8. Commune de Ansac-sur-Vienne.....	23
2.3.3.9. Commune de Confolens.....	24
2.3.3.10. Commune de Esse.....	26
2.3.3.11. Commune de Saint-Germain-de-Confolens.....	27
2.3.3.12. Commune de Lessac.....	28
2.3.3.13. Commune de Abzac.....	29
2.3.4. Information de la population et organisation des secours.....	30
2.4. Les grands principes du PPR.....	31
2.5. Justification du zonage et du règlement.....	32
2.6. Les recommandations.....	34
2.6.1. Pour préserver les écoulements.....	34
2.6.2. Pour réduire la vulnérabilité et les dommages.....	34
3. LE ZONAGE REGLEMENTAIRE.....	35

4. LE REGLEMENT.....	36
4.1. Chapitre 1 – Dispositions applicables à la zone rouge.....	36
4.1.1. Article 1 – Utilisations et occupations du sol autorisées.....	36
1.2. la surélévation des constructions existantes à condition qu'elle ne conduise pas à une augmentation notable de la population exposée par création de logements supplémentaires ;.....	36
1.3. l'extension mesurée des constructions existantes à usage d'habitation ou d'activité par augmentation d'emprise, lorsque des motifs d'ordre technique rendent impossible la surélévation de l'existant ;.....	36
4.1.2. Article 2 – Utilisations et occupations du sol interdites.....	38
4.2. Chapitre 2 – Dispositions applicables à la zone bleue.....	39
4.2.1. Article 1. – Occupations et utilisations du sol autorisées.....	39
4.2.2. Article 2 – Occupation et utilisation du sol interdites.....	40
4.3. Chapitre 3 – Dispositions constructives applicables à l'extension des constructions et d'activités existantes ainsi qu'à toute nouvelle implantation dans les zones rouge ou bleue.....	41
5. MESURES DE PREVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE.....	42
5.1. Réduction de la vulnérabilité des biens et activités existants.....	42
5.2. Information préventive.....	42

PREAMBULE

La loi du 2 février 1995, complétée par un décret du 5 octobre 1995, a défini un outil réglementaire, **le plan de prévention des risques** (PPR), qui a pour objet de délimiter les zones exposées aux risques naturels prévisibles et d'en interdire ou d'en réglementer les utilisations ou occupations du sol.

Le 20/12/2000 le Préfet prescrit par arrêté, l'établissement d'un plan de prévention du risque inondation de la vallée de la Vienne.

Afin de permettre la prise en compte des risques naturels d'inondation dans la vallée de la Vienne, la Direction Départementale de l'Équipement de la Charente a engagé en 2000 une étude de détermination des zones inondables de la Vienne.

Le périmètre mis à l'étude est constitué du territoire inondable des communes de ETAGNAC, CHASSENON, CHABANAIS, EXIDEUIL, CHIRAC, MANOT, SAINT-MAURICE-DES-LIONS, ANSAC-SUR-VIENNE, CONFOLENS, ESSE, SAINT-GERMAIN-DE-CONFOLENS, LESSAC, ABZAC.

Le Directeur Départemental de l'Équipement de la Charente est chargé d'instruire le projet de plan de prévention des risques.

L'organigramme ci-contre synthétise les étapes d'élaboration des PPR.

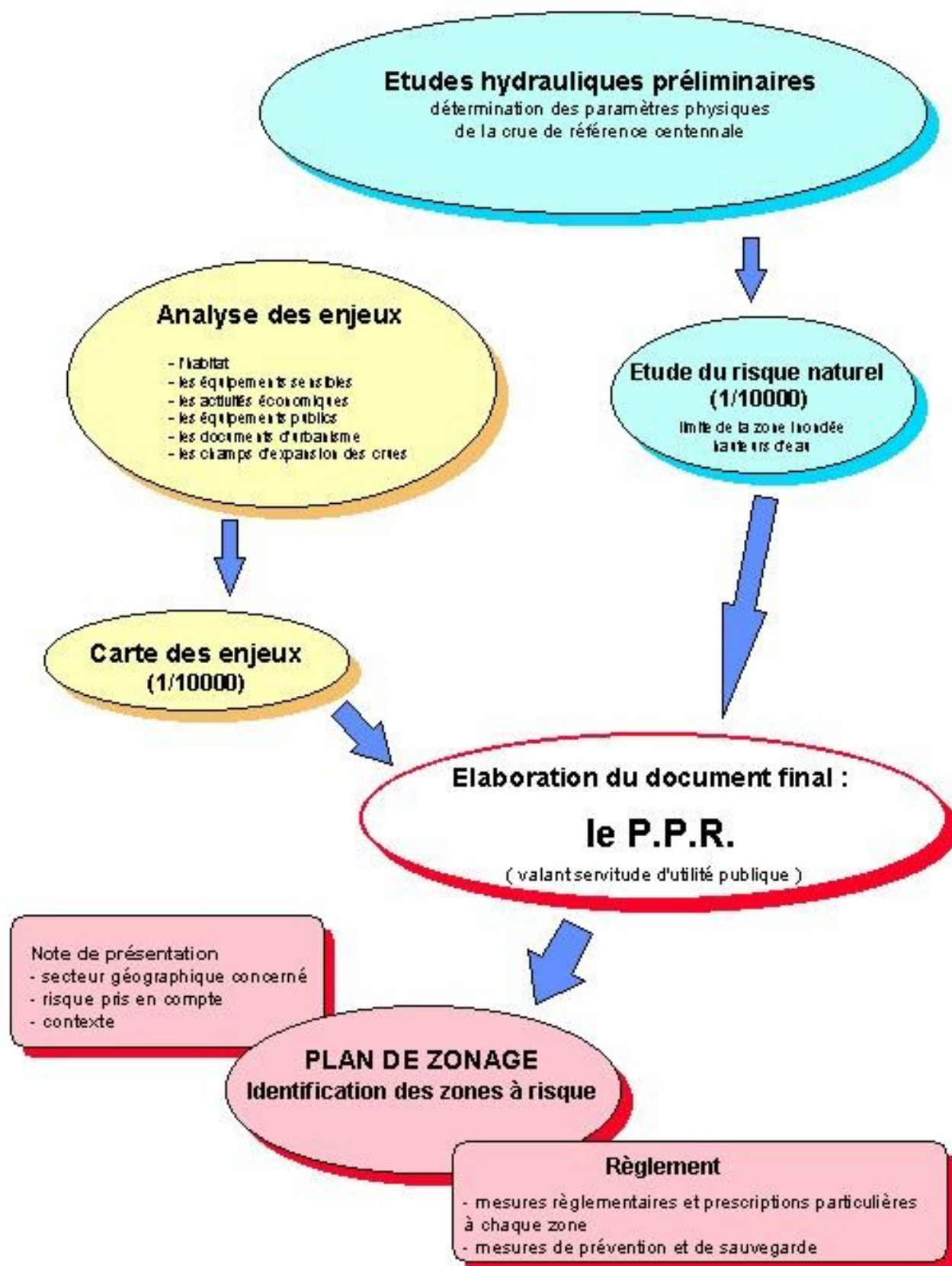
➤ **POUR LA PHASE PRÉLIMINAIRE :**

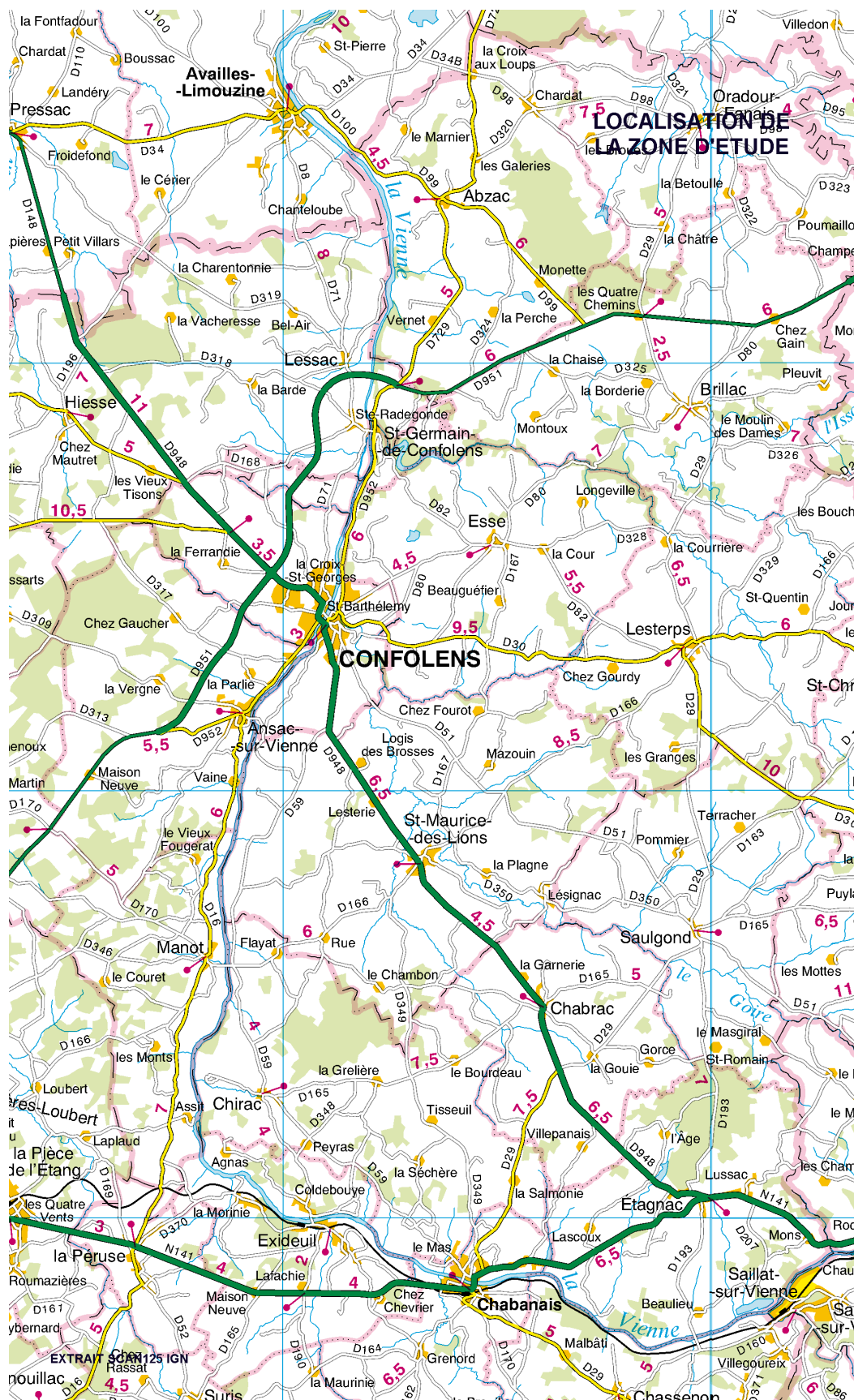
Les études hydrauliques (analyse des zones inondables de la Vienne) ont permis de déterminer les paramètres physiques de la crue de référence (crue centennale).

➤ **POUR LES PHASES SUIVANTES :**

La Direction Départementale de l'Équipement de la Charente conduit l'élaboration du projet de PPR qui sera soumis à enquête et qui comprend :

- une note de présentation,
- une carte d'aléa,
- une carte des enjeux,
- le plan de zonage réglementaire,
- un règlement.





1. CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE INSERTION DU PPR DANS LA PROCEDURE ADMINISTRATIVE

2. PRESENTATION DES ETUDES

3. LE ZONAGE REGLEMENTAIRE

4. LE REGLEMENT

5. MESURES DE PREVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE

ANNEXE

1. CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE, INSERTION DU PPR DANS LA PROCEDURE ADMINISTRATIVE

1.1. Contexte législatif et réglementaire

→ **loi n° 87-565 du 22 juillet 1987**, (modifiée par la **loi n° 95-101 du 2 février 1995** – article 16), relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs.

L'Etat élabore et met en application des plans de prévention des risques naturels prévisibles tels qu'inondations, mouvements de terrain, avalanches, incendies de forêt, séismes, éruptions volcaniques, tempêtes ou cyclones.

Le PPR a pour objet, en tant que de besoin :

- de délimiter les zones exposées aux risques naturels, d'y interdire tous « types de constructions, d'ouvrages, d'aménagements, d'exploitations agricoles, forestières, artisanales », ou dans le cas où ils pourraient être autorisés, de définir les prescriptions de réalisation ou d'exploitation,
- de délimiter les zones non exposées au risque mais dans lesquelles les utilisations du sol doivent être réglementées pour éviter l'aggravation des risques dans les zones exposées,
- de définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui incombent aux particuliers et aux collectivités publiques, et qui doivent être prises pour éviter l'aggravation des risques et limiter les dommages.

→ **décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995** relatif aux dispositions d'élaboration des plans de prévention des risques naturels prévisibles et à leurs modalités d'application. Il prescrit les dispositions relatives à l'élaboration des PPR. Le projet de plan comprend :

- ↳ une note de présentation,
- ↳ des documents graphiques,
- ↳ un règlement.

Après avis des Conseils Municipaux des communes concernées, le projet de plan est soumis par le Préfet à enquête publique.

Après approbation, le plan de prévention vaut servitude d'utilité publique.

→ **loi n° 92-3 du 3 janvier 1992** modifiée sur l'eau (article 16),
« Art. 16 (L. N° 95-101 du 2 février 1995, art. 20-I) – Dans les parties submersibles des vallées et dans les autres zones inondables, les plans de prévention des risques naturels prévisibles institués par la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs définissent en tant que de besoin les interdictions et les prescriptions techniques à respecter afin d'assurer le libre écoulement des eaux et la conservation, la restauration ou l'extension des champs d'inondation ».

→ **les principales circulaires**

- **circulaire du 24 janvier 1994** des ministres de l'Intérieur, de l'Équipement et de l'Environnement relative à la prévention des inondations et à la gestion des zones inondables (JO du 10 avril 1994),
- **circulaire n° 94-56 du 19 juillet 1994** du ministre de l'Environnement relative à la relance de la cartographie réglementaire des risques naturels prévisibles.
- **circulaire du 24 avril 1996** relative aux dispositions applicables au bâti et aux ouvrages existants en zone inondable,

1.2. Périmètre d'application

Le plan de prévention des risques naturels est établi pour le **risque inondation** généré par les crues de la Vienne dans le département de la Charente.

L'aire géographique concernée par le risque inondation est déterminée par la limite d'étalement des plus hautes eaux de la crue de référence de 1944.

La portée territoriale du PPR s'étend sur les zones inondables des communes de : ETAGNAC, CHASSENON, CHABANAIS, EXIDEUIL, CHIRAC, MANOT, SAINT-MAURICE-DES-LIONS, ANSAC-SUR-VIENNE, CONFOLENS, ESSE, SAINT-GERMAIN-DE-CONFOLENS, LESSAC, ABZAC.

L'arrêté du 20/12/2000 prescrivant l'élaboration d'un plan de prévention du risque inondation sur ces communes est joint ci-après.



A R R E T E

PRESCRIVANT L'ETABLISSEMENT D'UN PLAN DE PREVENTION DU RISQUE D'INONDATION PAR DEBOREMENT DE LA VIENNE

LE PREFET DE LA CHARENTE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi 87 565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs et notamment les articles 40.1 à 40.7 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles et introduits par la loi 95.101 du 02 février 1995.

VU le décret n°95.1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles

Considérant que les communes riveraines de la Vallée de la Vienne sont exposées au risque d'inondation par débordement de la rivière.

A R R E T E

ARTICLE 1 : est prescrit l'établissement d'un plan de prévention des risques d'inondation de la Vallée de la Vienne.

ARTICLE 2 : le périmètre mis à l'étude est constitué du territoire des communes de : Abzac, Lessac, Saint-Germain-de-Confolens, Esse, Confolens, Ansac-sur-Vienne, Saint-Maurice-des-Lions, Manot, Chirac, Exideuil, Chabanais, Chassenon, Etagnac.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Equipement de la Charente est chargé d'instruire le projet de plan de prévention des risques.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera notifié aux Maires des communes concernées et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, Le Directeur Départemental de l'Equipement, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Angoulême, le **20 DEC. 2000**

LE PREFET,

Marie-Françoise HAYE-GULLAUD

1.3. La procédure

- le Préfet de la Charente prescrit par arrêté du 20/12/2000 l'élaboration du plan de prévention des risques inondation. Il fixe le périmètre mis à l'étude au territoire des communes citées au chapitre 1.2 précédent.
- le Directeur Départemental de l'Equipement de la Charente est chargé d'instruire le projet de plan de prévention des risques ;
- le projet de PPR sera soumis à l'avis des conseils municipaux des communes sur le territoire desquelles le plan sera applicable ;
 - le projet de plan sera soumis par le préfet à une enquête publique dans les formes prévues par les articles R 11-4 à R 11-14 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- le PPR sera ensuite approuvé par le préfet qui peut modifier le projet soumis à l'enquête et aux consultations pour tenir compte des observations et avis recueillis. Les modifications restent ponctuelles, elles ne remettent pas en cause les principes de zonage et de réglementation interne. Elles ne peuvent conduire à changer de façon substantielle l'économie du projet, sauf à soumettre de nouveau le projet à enquête publique ;
- après approbation, le PPR, servitude d'utilité publique, devra être annexé au PLU des communes qui en sont dotées, en application de l'article L 126-1 du code de l'urbanisme.

1.4. Les effets du PPR

Le PPR vaut servitude d'utilité publique au titre de l'article 40-4 de la loi du 22 juillet 1987. A ce titre, il doit être annexé au Plan Local d'Urbanisme conformément à l'article L 126-1 du Code de l'Urbanisme.

Cette annexion du PPR approuvé est essentielle, elle est opposable aux demandes de permis de construire et aux autorisations d'occupation du sol régies par le Code de l'Urbanisme. ***Les dispositions du PPR prévalent sur celles du PLU en cas de dispositions contradictoires.***

La mise en conformité du PLU avec les dispositions du PPR approuvé n'est réglementairement pas obligatoire, mais elle apparaît nécessaire pour rendre les règles de gestion du sol cohérentes, lorsqu'elles sont divergeantes dans les deux documents.

Les mesures prises pour l'application des dispositions réglementaires du PPR sont définies et mises en œuvre sous la responsabilité du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre concerné, pour les divers travaux, installations ou constructions soumis au règlement du PPR.

2. PRESENTATION DES ETUDES

2.1. Informations préalables

Le risque inondation par débordement des cours d'eau est le risque le plus fréquent et aussi le plus connu dans le département de la Charente en raison des crues importantes de 1962, 1982, 1993, 1994 pour le bassin de la Charente et également de **1944** pour le **bassin de la Vienne**, crues pour lesquelles de nombreuses communes ont été déclarées sinistrées.

La circulaire du 24 janvier 1994 co-signée par les ministres de l'intérieur, de l'environnement et de l'équipement pose trois principes essentiels à mettre en œuvre :

- 1) Veiller à ce que soit interdite toute construction nouvelle à l'intérieur des zones inondables où le risque est le plus fort.*
- 2) Contrôler strictement l'extension de l'urbanisation dans les zones d'expansion des crues, c'est-à-dire dans les secteurs non urbanisés, ou peu urbanisés.*
- 3) Eviter tout endiguement ou remblaiement nouveau qui ne serait pas indispensable à la protection des lieux fortement urbanisés.*

La mise en œuvre de ces principes repose d'abord sur une bonne connaissance du risque d'inondation.

Ainsi, une délimitation des zones de risques naturels a été engagée sur l'ensemble du département à partir de 1994 en application de la lettre circulaire du Ministère de l'Environnement du 19 juillet 1994. Le programme prévisionnel qui a été établi et qui vise une cartographie réglementaire de l'essentiel des zones à risques naturels en Charente a permis de classer les bassins à risque par niveau de priorité décroissante :

- Les premières études initiées dès 1994 ont porté sur la vallée de la Charente en débutant par les agglomérations d'Angoulême et de Cognac qui rassemblent la majorité des populations exposées.
- Ensuite, l'analyse des crues de la vallée du Bandiat et de la Tardoire a été engagée en 1998 afin de déterminer les paramètres physiques de la crue de référence.
- Enfin, les études de zone inondable de la Vienne ont été engagées en 1999 afin de déterminer les paramètres informatifs de la crue de référence.

La mise en œuvre des plans de prévention des risques constitue l'étape suivante dans la politique menée par la Direction Départementale de l'Équipement de la Charente dans le cadre de la prise en compte des risques naturels majeurs.

Les PPR sont prescrits ensuite par ordre de priorité décroissante par le Préfet du département.

2.2. L'analyse des zones inondables de la Vienne

2.2.1. Physiographie du bassin

La Vienne, affluent rive gauche de la Loire, présente au niveau de la zone étudiée (amont d'Abzac) un bassin versant d'une superficie de l'ordre de 4 900 km².

Le linéaire de rivière concerné est de 43 kilomètres environ.

2.2.2. Physionomie du lit majeur et du lit mineur de la Vienne

Secteur amont (d'Exideuil à la limite amont du département)

Le lit mineur est presque rectiligne dans le secteur, avec une largeur de 60 à 80 mètres. Il est orienté d'est en ouest.

Les singularités du lit mineur sont constituées essentiellement par :

- le Pont d'Exideuil : pont ancien en cours de confortement qui présente un obstacle conséquent aux écoulements,
- le seuil de la Rambaudie,
- la passerelle de Chabanais (obstacle peu conséquent),
- le seuil et le pont de Chabanais qui forment un obstacle conséquent. Signalons que le pont ancien avait été détruit quelques mois avant la crue de 1944 et que les riverains estiment que celle-ci a été aggravée par les gravas encore présents dans le lit,
- le seuil et le pont de Pilas,
- le seuil de Saillat-sur-Vienne.

Le lit majeur est très étroit dans la zone avec toutefois une largeur inondable plus importante en amont des lieux-dits « la Ribière » et « les Vergnes », jusqu'aux usines du Saillant et surtout des bassins de décantation établis en rive droite et gauche, qui réduisent fortement l'extension des eaux.

Les autres zones d'expansion importantes dans le secteur sont surtout situées sur le territoire communal de Chabanais avec de nombreuses habitations inondables, ainsi que des commerces, et également une usine importante, ainsi qu'au niveau du centre ville d'Exideuil, qui présente quelques habitations et bâtiments sociaux inondables.

La pente de la ligne d'eau de crue est relativement constante sur ce secteur, puisqu'elle est comprise entre 0,5 et 0,75 ‰ (m/km).

☞ **Secteur médian (de Ansac-sur-Vienne à Exideuil)**

Le secteur médian est caractérisé sur sa totalité par un lit mineur d'une largeur de 80 mètres environ, orienté sud-nord, et par un lit majeur très étroit (largeur inondable de 200 m environ), qui présente de nombreux endroits assez inaccessibles.

Les principales singularités occupant le lit mineur sont :

- le seuil de Moulin Neuf,
- le seuil du Moulin d'Assit,
- le Pont de Manot (obstacle peu conséquent),
- le seuil et le Pont d'Ansac-sur-Vienne.

La pente de la ligne d'eau de crue est sur ce secteur plus importante puisque comprise entre 0,5 et 1,5 ‰.

☞ **Secteur aval (de Confolens à la limite aval du département)**

Ce secteur présente un lit mineur toujours orienté sud-nord et d'une largeur comprise entre 80 et 100 mètres.

Les principaux obstacles aux écoulements sur ce secteur sont :

- le seuil de la Filature en amont de Confolens,
- le pont Neuf de Confolens dont l'impact sur les inondations est relativement limité,
- le pont ancien de Confolens qui, de par son architecture a un impact très important sur les inondations,
- le seuil de Confolens,
- le seuil du Moulin des trois Piliers,
- les seuils jumeaux (de part et d'autre de l'île St-Germain) de Moulin Brûlé et du Moulin de l'île,
- le pont de St Germain de Confolens,
- le pont de la déviation de la RD 951.

Le lit majeur sur cette zone est beaucoup plus conséquent que sur les deux autres secteurs ; il présente une largeur variant entre 150 et 500 mètres. Deux secteurs principaux présentent des enjeux forts :

- ☞ la ville de Confolens avec de nombreuses habitations et des commerces touchés mais également un supermarché, et surtout l'hôpital et l'hôtel de ville,
- ☞ la ville de St-Germain-de-Confolens et le lieu-dit « Ste-Radegonde » de l'autre côté de la rivière sur la commune de Lessac. Sur ce secteur, ce sont surtout les habitations, ainsi que deux restaurants qui sont touchés par les eaux.

La pente de la ligne d'eau de crue est très hétérogène car comprise pour certains secteurs aux environs de 0,20 ‰, et pour d'autres, pouvant aller jusqu'à 1,3 ‰.

2.2.3. Hydrologie

Selon les données observées à la station hydrométrique du PALAIS SUR VIENNE (depuis 1923) et à l'échelle de CONFOLENS (depuis 1882 et avec quelques informations ponctuelles depuis les années 1700), la crue de 1944 est la plus forte crue connue pendant cette période d'au moins 100 ans.

Il a donc été estimé en l'absence d'autres informations que cette plus haute crue historique de décembre 1944 était représentative d'une crue de période de retour centennale sur le secteur de l'étude.

C'est donc le profil en long de cette crue qui a servi de base à la cartographie.

En complément, une reconnaissance de terrain a été effectuée. Elle a permis de recueillir les informations disponibles auprès des riverains concernant les hauteurs d'eau atteintes lors des grandes crues dans la zone d'étude (1962, 1982, 1988, 1993 et 1998 notamment).

2.2.4. Paramètres physiques de l'écoulement de la crue centennale

La démarche engagée a consisté à reproduire les conditions d'écoulement de l'événement de 1944.

Un profil en long a été établi par extrapolation des données recueillies lors du nivellement des laisses de crues.

A partir des cotes de la ligne d'eau de la crue de référence (type 1944) adoptée sur les profils en long précédents, et par superposition de la topographie réalisée, nous avons établi la carte à l'échelle du 1/10 000 faisant apparaître les hauteurs de submersion et les vitesses d'écoulement pour une telle crue sur la Vienne.

Une carte finale, à même échelle, a été établie en présentant le croisement des deux paramètres précédents (hauteurs et vitesses) nommée carte des aléas.

Sur cette carte des aléas sont figurés :

- la limite de la zone inondée pour la crue de référence,
- le contour des terrains soumis à un aléa faible ($0 < H < 1\text{m}$ et $V < 0.5\text{ m/s}$),
- le contour des terrains soumis à un aléa moyen ($0 < H < 1\text{m}$ et $0.5 < V < 1\text{m/s}$ ou $H > 1\text{m}$ et $V < 0.5\text{m/s}$),
- le contour des terrains soumis à un aléa fort ($0 < H < 1\text{m}$ et $V > 1\text{m/s}$ ou $H > 1\text{m}$ et $V > 0.5\text{m/s}$),
- les isocotes (lignes de mêmes niveaux d'eau) et cotes de la crue de référence (en m NGF).

2.3. L'analyse des enjeux

2.3.1. Méthodologie

Une des préoccupations essentielles dans l'élaboration du projet de PPR consiste à apprécier les enjeux, c'est-à-dire les modes d'occupation et d'utilisation du territoire dans la zone à risque. Cette démarche a pour objectifs :

- a) L'identification d'un point de vue qualitatif des enjeux existants et futurs,
- b) L'orientation des prescriptions réglementaires et des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde.

Le recueil des données nécessaires à la détermination des enjeux a été obtenu par :

- visite sur le terrain,
- enquête auprès des élus et des services techniques des communes concernées portant sur :
 - . l'identification de la nature et de l'occupation du sol,
 - . l'analyse du contexte humain et économique,
 - . l'analyse des équipements publics et voies de desserte et de communication,
- analyse des photographies aériennes,
- interprétation des documents d'urbanisme,
- conditions d'intervention des secours.

Cette phase lors des enquêtes en mairie constitue également une première étape dans la concertation Etat - Commune dans la démarche adoptée pour l'élaboration du PPR.

Les enjeux humains et socio-économiques sont analysés à l'intérieur de l'enveloppe maximale des secteurs submergés, correspondant à ce jour à la crue de décembre 1944.

La prise en compte des enjeux, amène à différencier dans la zone d'étude :

- les secteurs urbains, vulnérables en raison des enjeux humains et économiques qu'ils représentent, il s'agit d'enjeux majeurs,
- les autres espaces qui eux contribuent à l'expansion des crues par l'importance de leur étendue ; il s'agit des espaces agricoles, plans d'eaux, cours d'eau et des espaces boisés. Leur intérêt est essentiellement environnemental.

L'analyse des enjeux est présentée en deux phases :

- ⇒ de manière globale sur l'ensemble de la vallée de la Vienne étudiée, l'objectif est de mettre en évidence la nature de l'utilisation et de l'occupation des espaces en zone inondable,
- ⇒ sous forme de fiches de synthèse des enjeux relatifs à chaque commune.

2.3.2. Présentation générale

2.3.2.1. L'urbanisation

a) L'habitat

Communes	Population		Evolution 1990-1999
	1990	1999	
Etagnac	949	981	+3,4%
Chassenon	964	903	-6,3%
Chabanais	2107	1944	-7,7%
Exideuil	1039	1019	-1,9%
Chirac	767	732	-4,6%
Manot	584	576	-1,4%
Saint-Maurice-les-Lions	1017	932	-8,6%
Ansac-sur-Vienne	936	852	-9%
Confolens	2904	2855	-1,7%
Esse	503	497	-1,2%
Saint-Germain-de-Confolens	109	98	-10,1%
Lessac	586	531	-9,4%
Abzac	523	544	+4%
TOTAL	12988	12464	-4%

Globalement, le bassin de la Vienne connaît une diminution de sa population de l'ordre de 4 % en dix ans. Seules les communes de Etagnac et Abzac ont vu leur nombre d'habitants augmenter durant cette période.

Les zones d'habitat occupent une faible partie de la zone inondable sauf à Chabanais, Exideuil et Saint-Germain-de-Confolens où les zones urbaines s'étendent en zone inondable.

Secteurs d'habitat situés en zones inondables

Commune	Habitat en zone inondable	Population exposée	
		Nombre	% population totale
Etagnac	Habitat diffus	22	2,2%
Chassenon	Habitat diffus	8	0,9%
Chabonais	Zone urbaine	400	20%
Exideuil	Zone urbaine	70	7%
Chirac	non	0	0
Manot	Habitat diffus	2	0,2 %
Saint-Maurice-les Lions	non	0	0
Ansac sur-Vienne	Bourg et quartier de La Tulette	20	2,3%
Confolens	Zone urbaine et village de Chaperoux	400	14%
Esse	non	0	0
Saint-Germain-de-Confolens	Zone urbaine	40	40,8%
Lessac	Quartier Ste-Radegonde et habitat diffus	35	6,6%
Abzac	Habitat diffus	7	1%
TOTAL		1004	

En 2001, 1000 personnes environ sont exposées aux crues de la Vienne. Les communes les plus exposées sont Chabonais et Confolens qui totalisent 80% de la population totale répertoriée en zone inondable.

Signalons également le secteur formé par Saint-Germain-de-Confolens en rive droite et le quartier Sainte-Radegonde (commune de Lessac) en rive gauche qui regroupe près de 75 personnes habitant en zone inondable. 40 % de la population de Saint-Germain-de-Confolens se trouve ainsi en zone inondable.

b) Les activités

Rappelons que les communes concernées par la procédure de PPR s'inscrivent en zone rurale où **l'activité prédominante est l'agriculture**. Les prairies bocagères alternent avec les cultures.

Cependant sur les communes de Chabonais, Exideuil et Confolens dans une moindre mesure, des **activités industrielles** pour lesquelles la proximité de l'eau est nécessaire,

sont exposées au risque d'inondation. De nombreux emplois sont concernés sur ces communes : environ 330 dont 200 emplois dans un seul établissement à Exideuil.

Les crues peuvent entraîner l'arrêt des activités sans mettre en cause de manière définitive leur pérennité. Quelques dommages sont toutefois possibles sur le matériel et les stocks qui sont dans la mesure du possible déplacés en cas d'alerte donnée grâce à l'information préventive.

Excepté dans ces trois communes, il y a peu d'activités industrielles situées en zone inondable.

En ce qui concerne **les commerces et les services**, ce sont encore une fois les communes de Chabanais, Exideuil et Confolens qui présentent la plus forte vulnérabilité. En terme d'emplois cela représente une centaine d'emplois sur Chabanais, 200 emplois sur Exideuil et environ 300 emplois sur Confolens (sans prendre en compte l'hôpital et l'hôtel de ville qui sont également situés en zone inondable).

Un supermarché (20 emplois) à Ansac-sur-Vienne et deux restaurants (5 emplois environ) à Saint-Germain-de-Confolens sont situés également en zone inondable.

c) Les établissements sensibles

Les seuls établissements sensibles recensés en zone inondable sont :

- l'hôpital de Confolens dont la capacité d'accueil est de 60 lits, tous installés à l'étage (hors d'eau). Le service des urgences et les locaux administratifs sont par contre situés au rez de chaussée.
- une école construite sur pilotis à Exideuil. Les classes sont a priori hors d'eau.

d) Les équipements publics

Les principaux enjeux en matière d'équipements publics résident dans les coupures **de voies de communication** : voirie nationale, départementale et communale.

En ce qui concerne l'**assainissement**, certaines communes sont dotées de réseaux collectifs : Chabanais, Exideuil (zones urbaines), Ansac sur Vienne (bourg), Confolens. Les stations d'épuration de Chabanais, Exideuil et Confolens sont situées en zone inondable. Elles doivent faire l'objet soit d'extension pour mise aux normes, soit de déplacement de site.

e) Le tourisme, les loisirs et le sport

Les équipements d'accueil pour le tourisme et le sport sont :

- les terrains de camping à Chabanais et Confolens,
- un village de vacances à Manot,
- divers terrains (stades, aires de loisirs, etc.) et équipements (locaux, gymnases, tennis, etc.) sur la plupart des communes.

2.3.2.2. Les espaces naturels et agricoles

Les espaces naturels et agricoles occupent la plus grande partie de la zone inondable : prairie, culture (maïs notamment), élevage bovin et ovin. Ces secteurs correspondent globalement à ce que l'on désigne comme champ d'expansion des crues.

2.3.2.3. Gestion du territoire : les documents d'urbanisme

Les communes de Etagnac, Chassenon et Saint Maurice-des-Lions ont un projet d'élaboration de Plan Local d'Urbanisme (PLU). Celui-ci est en cours à Saint-Maurice-des-Lions.

Chabanais, Manot, Ansac sur Vienne, Confolens et Esse sont dotées d'un Plan d'Occupation des Sols (POS), Exideuil est dotée d'un MARNU.

Quelques modifications seront nécessaires sur certaines communes après approbation du PPR. Elles seront réalisées lors d'une prochaine révision du document d'urbanisme.

2.3.3.Synthèse des enjeux par commune

2.3.3.1. Commune de Etagnac

Cette commune est située sur la partie amont du bassin.

6 habitations se trouvent en zone inondable. Quelques boisements occupent le lit majeur de la rivière. Il s'agit de boisements traditionnels (feuillus mixtes : chênes, frênes, peupliers en bordure de cours d'eau). Le reste de la zone inondable a une vocation agricole.

Nature	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable en 2001 : 22 personnes
Diffus	<ul style="list-style-type: none"> - Pilas : 1 habitation (6 personnes) et 1 dépendance - Les Vergnes : <ul style="list-style-type: none"> . 3 habitations (12 personnes) . 1 habitation et 1 bâtiment agricole - Le Bouchaud : 1 habitation (4 personnes)
Activités	<ul style="list-style-type: none"> - Ancienne usine électrique : barrage non entretenu, bâtiments de l'usine vacants - Ancienne carrière : plan d'eau non exploité - Agriculture : élevage limousin (bovins et ovins), un peu de maïs et de blé - Horticulture : quelques serres au Bouchaud (intervention des agents communaux lors de la dernière crue pour mettre les pots de fleurs hors d'eau)
Tourisme et Loisirs	Pêche dans la Vienne
Equipements publics	<ul style="list-style-type: none"> - Chapelle d'Etricor : monument historique inscrit (pèlerinage 1 fois par an, le 2^{ème} dimanche du mois d'octobre) - Assainissement autonome - AEP : desservi par le Syndicat du Confolentais (ressource : pompage en rivière à Saint germain sur Issoire)
Voies de communication inondées	<ul style="list-style-type: none"> - RD193, - Voie communale de la Ribière aux Vergnes
Projet	Déviation de la RN141 à Etagnac et Chabanais avec traversée de la Vienne (en principe un viaduc permettra le franchissement de la Vienne et de la voie SNCF)
Document d'urbanisme	PLU en projet

2.3.3.2. Commune de Chassenon

Commune située sur la partie amont du bassin ; la zone inondable est étroite.

Les enjeux humains sont relativement faibles. La zone inondable est constituée de prairies et de boisements.

Nature	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable en 2001 : 8 personnes
Diffus	<ul style="list-style-type: none"> - La Montre : 3 habitations (6 personnes) - Pilas : 1 habitation (2 personnes) et 1 bâtiment de ferme
Activités	Agriculture : élevage dominant (ovins) et quelques cultures (maïs)
Equipements publics	<ul style="list-style-type: none"> - Assainissement autonome - AEP : desservi par le syndicat de Montemboeuf
Voies de communication inondées	Voie de desserte de l'habitation à Pilas
Document d'urbanisme	PLU en projet (non encore engagé)
Observations	La Soutière : il est signalé l'existence d'un moulin habité qui s'inonde par la Grène (affluent rive gauche de la Vienne limitrophe de Chabanais)

2.3.3.3. Commune de Chabanais

La ville de Chabanais s'est organisée en rive gauche et en rive droite de la Vienne et de nombreuses habitations et activités sont situées en zone inondable.

Les enjeux sont toutefois plus importants en rive gauche où une grande partie de la zone urbaine est inondable. Ce secteur regroupe le centre urbain de Chabanais, les extensions pavillonnaires (vers l'ouest), plusieurs activités et des équipements publics (station d'épuration, déchetterie).

Nature	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable en 2001 : 400
- regroupé	La population située en zone inondable est estimée à 400 personnes.
- diffus	On note la présence de quelques constructions en limite de zone inondable le long de la RN141.
Activités	<p>EN RIVE DROITE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fleuriste (cave) : 3 emplois - Atelier de bonneterie : 1 emploi - Resto du Cœur (rez-de-chaussée), Toits du Cœur (étage) : hébergement de personnes en difficultés avec accès par le rdc inondable (7 studios) - Micro-centrale <p>EN RIVE GAUCHE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ateliers municipaux - Centre de secours : 30 pompiers - Magasin funéraire - Maison des associations - Trésorerie : 4 personnes - Commerces et services divers : PTT, salon de coiffure, pharmacie, banque, restaurant, boulangerie, sanitaire et chauffage, textile, chaussures, assurances, local Croix Rouge, subdivision équipement (environ 20 emplois) - Etablissement VISSOL (bois) : 2 ou 3 emplois - Garage automobile (vente de voitures) : 10 emplois - Superette UNICO : 20 emplois - Bâtiments industriels désaffectés - SCA Nicolle (cartonnerie, papeterie) : 110 emplois. Déménagement des stocks lors des crues et mise en place de mesures de prévention pour les éléments sensibles (chaînes de fabrication, etc.) - Quartier du Bredin : présence d'une banque - Zone d'activités (au pont de Grène) : garage (mécanique auto et vente de pièces détachées) : 5 emplois. Cette zone d'activités telle que délimitée au POS, va être réduite pour tenir compte de la zone inondable.
Tourisme et Loisirs	<p>EN RIVE DROITE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Equipements sportifs : <ul style="list-style-type: none"> . tennis couvert . gymnase . stade : 3 bâtiments dont 1 avec tribunes et vestiaires, et 2 avec

Nature	Principaux enjeux en zone inondable
	<p>vestiaires</p> <ul style="list-style-type: none"> - Camping municipal : 40 emplacements, sanitaires inondables (ouverture du 15 juin au 15 septembre) <p>EN RIVE GAUCHE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Equipement sportif : stade avec vestiaires
Equipements publics	<ul style="list-style-type: none"> - Assainissement : toutes les constructions situées en zone inondable sont raccordées. <p>EN RIVE DROITE</p> <ul style="list-style-type: none"> - AEP : desservi par le Syndicat du Confolentais (pompage dans l'Issoire) <p>EN RIVE GAUCHE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Station d'épuration (2000 E.H.) : besoin d'une mise aux normes (3000 à 4000 E.H.) nécessitant une extension ou une reconstruction - Déchetterie - AEP : desservi par le Syndicat de Montemboeuf (pompage dans la Tardoire)
Voies de communication inondées	<p>EN RIVE DROITE : voie communale</p> <p>EN RIVE GAUCHE : RN141 et la plupart des voies comprise entre la Vienne et la voie ferrée</p>
Projet	<p>EN RIVE DROITE : construction d'un bâtiment pour la pratique du canoë kayak : rangement de matériel, sanitaires.</p> <p>EN RIVE GAUCHE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Construction d'un équipement public : Maison des Associations - Transformation d'un hôtel restaurant désaffecté en logements collectifs - Extension ou déplacement de la station d'épuration
Document d'urbanisme	POS arrêté le 3 mars 2001 (enquête prévue au mois d'octobre) : prise en compte des zones inondables

2.3.3.4. Commune de Exideuil

La commune est riveraine de la Vienne sur un linéaire assez long mais la zone inondable demeure relativement étroite. Elle s'élargit un peu au niveau du centre urbain, surtout en rive gauche.

Les enjeux sont ici constitués par :

- le centre urbain d'Exideuil (en rive gauche),
- l'usine Lamirande (en rive gauche) qui emploie 200 personnes.

Nature	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable en 2001 : 70 personnes
- regroupé	<ul style="list-style-type: none"> - zone urbaine : 25 logements (environ 60 personnes) - 2 caves à usage privé sous ateliers municipaux
- diffus	Les secteurs d'habitat diffus sont situés à Beaumont, La Rive, Blanchas-Chambas et Moulin Neuf.
Activités	<ul style="list-style-type: none"> - Usine LAMIRANDE (emballages, cartons) : 200 emplois - Ateliers municipaux - PTT - Hangar vacant (ancien garage) - Centre bourg : boucherie, boulangerie, pharmacie - Bar, salon de coiffure - Usine hydroélectrique
Tourisme et Loisirs	<ul style="list-style-type: none"> - En dessous ateliers municipaux : <ul style="list-style-type: none"> . Stand de tir . Local de pétanque . Local de canoë kayak - Stade (avec vestiaires hors d'eau)
Equipements publics	<ul style="list-style-type: none"> - Assainissement : <ul style="list-style-type: none"> . Zones urbaines raccordée au réseau collectif, assainissement autonome pour les écarts . Station d'épuration (800 E.H.) en zone inondable, capacité actuelle insuffisante : besoin d'une mise aux normes - AEP : desservi par le Syndicat du Confolentais - Ecole : construction sur pilotis, les classes étant à priori hors d'eau
Voies de communication inondées	<ul style="list-style-type: none"> - Voie allant de Beaumont à la Rive en rive droite - Certaines voies du bourg en rive gauche
Projet	Ancien moulin en cours d'achat par la mairie qui souhaite le réaménager
Document d'urbanisme	MARNU

2.3.3.5. Commune de Chirac

A Chirac il n'y a pas d'enjeux humains.

La vallée inondable est principalement occupée par des prairies et des cultures.

Nature	Principaux enjeux en zone inondable
Activités	Agriculture : prairies et cultures
Tourisme et Loisirs	Canoë kayak sur la Vienne avec arrêt aux vestiges des Forges

2.3.3.6. Commune de Manot

La zone inondable est étroite et s'étire en rive gauche de la Vienne.

Les enjeux humains sont très faibles. 2 personnes sont exposées au risque de crue.

Nature	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable en 2001 : 2 personnes
Diffus	<ul style="list-style-type: none"> - Le Moulin d'Assit : 1 habitation, le moulin est inondable mais pas l'habitation - Le Port : 1 habitation (2 personnes), les autres logements sont en limite de zone inondable mais hors d'eau
Activités	Agriculture : prairies et cultures
Tourisme et Loisirs	Village de vacances : 18 chalets dont 1/3 se trouvent en bordure de zone inondable
Equipements publics	<ul style="list-style-type: none"> - Assainissement : <ul style="list-style-type: none"> . Schéma Directeur d'Assainissement fait . Village de vacances doté de fosses étanches individuelles . 2 plateaux absorbants pour le village, leur mise aux normes est à prévoir - AEP : desservi par le Syndicat du Confolentais (retenue de l'Issoire)
Document d'urbanisme	POS approuvé : zones inondables classées en ND

2.3.3.7. Commune de Saint Maurice-des-Lions

La zone inondable en rive droite de la Vienne est constituée de prairies et de cultures. Il n'y a pas d'habitations en zone inondable.

Nature	Principaux enjeux en zone inondable
Activités	Agriculture : prairies dominantes et cultures
Document d'urbanisme	PLU en cours : la zone inondable est classée en zone N dans le projet de PLU.

2.3.3.8. Commune de Ansac-sur-Vienne

Sur cette commune située en rive gauche de la Vienne, plusieurs enjeux humains sont exposés au risque de crue : personnes vivant en zone inondable, commerces, équipements publics.

Nature	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable en 2001 : 20 personnes
- regroupé	- Bourg : 2 habitations (5 personnes)
- diffus	- La Tulette : 7 habitations (15 personnes) - Vaine : 1 hangar agricole
Activités	- Supermarché CASINO : 20 emplois - Agriculture : prairies dominantes, quelques cultures et 1 plantation
Tourisme et Loisirs	- Aire de loisirs en bordure de la Vienne : halte pour canoë kayak, pique-nique - Equipements sportifs : . Tennis . Piscine . Stade de Confolens (avec tribunes et vestiaires)
Equipements publics	- Assainissement : . Station d'épuration hors zone inondable, . Le bourg est raccordé au réseau collectif, . Le secteur de la Tulette doit être raccordé , éventuellement à Confolens ou à une micro station - AEP : desservi par le Syndicat du Confolentais (retenue de l'Issoire)
Voies de communication inondées	RD 16 (à Vaine et à la Tulette)
Projet	Projet d'amélioration de l'aire de loisirs pour la création d'une base de loisirs (sanitaires et aire naturelle de camping, base de canoë kayak)
Document d'urbanisme	POS approuvé : le zonage ne prend pas en compte la zone inondable

2.3.3.9. Commune de Confolens

Les enjeux humains sont importants : 400 personnes au moins vivent en zone inondable. De nombreux commerces, des activités, des équipements publics (hôpital, station d'épuration) et un camping sont exposés au risque de crues.

Nature	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable en 2001 : 400 personnes environ
- regroupé	<ul style="list-style-type: none"> - habitat dense (R+3) et continu : environ 400 personnes se trouvent en zone inondable - Village Chaperoux : inaccessible en crue (dès la crue quinquennale, crue de la Tulette et de la Vienne) : 2 habitations (4 personnes)
Activités	<p>RIVE DROITE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Garage automobile - Commerces et services de proximité : environ 50 emplois - Commerces et services publics (PTT, mairie, centre des impôts) : environ 200 emplois - Stockage de laine (société charentaise lainière) : 12 emplois. Stocks endommagés en cas de crue et accès au bâtiment impossible - Centre technique automobile (3 emplois), supermarché (4 emplois), garage Citroën (3 emplois) - Crédit Agricole : 12 emplois - Antiquaire <p>RIVE GAUCHE</p> <ul style="list-style-type: none"> - 8 commerces, professions libérales, 1 menuisier : environ 25 emplois - Hôpital : 120 emplois - Usine hydroélectrique
Tourisme et Loisirs	<ul style="list-style-type: none"> - Camping municipal (tentes et caravanes) : capacité d'accueil de 500 personnes, sanitaires inondables (sauf le dernier construit sur pilotis) - Parc public avec activités nautiques (canoë, pédalo : installations démontables)

Nature	Principaux enjeux en zone inondable
Equipements publics	<ul style="list-style-type: none"> - Assainissement : <ul style="list-style-type: none"> . Tout est raccordé au réseau collectif . Station d'épuration (12000 E.H. : 6000 E.H. pour la population et 6000 E.H. pour les abattoirs) : besoin d'une mise aux normes avec choix de la filière boues - AEP : desservi par le Syndicat du Confolentais - Parking - Hôpital : 60 lits à l'étage. Au rez de chaussée : administration et urgences (surélevées). Equipements sensibles au dessus de la zone inondable à vérifier. - Salle des fêtes, espace associatif
Voies de communication inondées	<ul style="list-style-type: none"> - RD30, RD952 - Pont et quelques parties de voies du centre ville
Projet	Construction de sanitaires dans le parc public
Document d'urbanisme	POS approuvé : zone inondable en secteur non urbain classée en ND, par contre pas de prise en compte de la zone inondable dans les secteurs urbains

2.3.3.10. Commune de Esse

La zone inondable est très étroite. Par conséquent les enjeux humains sont très faibles.

Nature	Principaux enjeux en zone inondable
Equipements publics	Barrage de l'Issoire : prise en compte du risque d'inondation (étude hydrologique à venir)
Document d'urbanisme	POS : la zone inondable est classée en ND

2.3.3.11. Commune de Saint-Germain-de-Confolens

Cette commune se situe à la confluence de l'Issoire et de la Vienne.

Le centre urbain est bâti en bordure de la Vienne et est en partie exposé aux crues notamment la partie située entre la rivière et la RD 729.

Nature	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable en 2001 : 40 personnes
Regroupé	<ul style="list-style-type: none"> - Bâtiments acquis par la Communauté de Communes du Conflorétois - Zone urbaine dans le périmètre de protection du château (12^{ème} et 15^{ème} siècles) : environ 40 personnes
Activités	Restaurants : 3 emplois + propriétaires
Tourisme et Loisirs	Aire de repos
Equipements publics	Assainissement : <ul style="list-style-type: none"> - En cours de réalisation - Station d'épuration située hors de la zone inondable
Voies de communication inondées	RD 729
Projet	Bâtiments acquis par la Communauté de Communes du Conflorétois : aménagement de chambres d'hôtes à l'étage et de salles de réunions au rez-de-chaussée dans le cadre du Compagnonnage Européen (en cours de réalisation)
Document d'urbanisme	Pas de POS

2.3.3.12. Commune de Lessac

Commune située en rive gauche de la Vienne, le centre bourg est hors zone inondable ; par contre, le hameau de Sainte-Radegonde est partiellement exposé aux crues.

Nature	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable en 2001 : 35 personnes
- regroupé	- Sainte-Radegonde : 25 habitations (58 personnes)
- diffus	- Le Moulin de l'Ile : 3 habitations (7 personnes) et 1 bâtiment agricole
Equipements publics	AEP : desservi par le Syndicat du Confolentais
Voies de communication inondées	- RD71, RD318 - Voie communale dans le secteur des « pierres fades »
Projet	Assainissement : à Sainte-Radegonde réseau en projet jusqu'au Moulin de l'Ile
Document d'urbanisme	Pas de POS

2.3.3.13. Commune de Abzac

L'enjeu humain porte ici sur une résidence principale et deux résidences secondaires. Les terrains sont pour l'essentiel à vocation agricole.

Nature	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable en 2001 : 7 personnes
Diffus	<ul style="list-style-type: none"> - La Bourgogne : 2 habitations (7 personnes) dont 1 résidence secondaire - Le Moulin de Serre : 1 habitation (résidence secondaire et dépendance)
Activités	- Agriculture : prairies et cultures
Equipements publics	<ul style="list-style-type: none"> - Assainissement autonome - AEP : desservi par le Syndicat du Confolentais
Voies de communication inondées	<ul style="list-style-type: none"> - RD99 - Voie de desserte du Moulin de Serre
Projet	Le Syndicat des Fontaines Salées et de Availles étudie la possibilité de créer un centre d'exploitation d'un forage (eaux très minéralisées) existant en zone inondable.

2.3.4.Information de la population et organisation des secours

Le service d'annonce des crues de POITIERS assure la surveillance de la rivière la Vienne dans le département de la Charente.

Dès qu'un seuil d'alerte est atteint à la station d'AIXE SUR VIENNE (87), le service d'annonce des crues élabore à intervalles réguliers des messages d'alertes et de prévisions.

Il transmet ces messages à la préfecture d'Angoulême, celle-ci ayant en charge l'alerte des maires concernés et la mise à disposition des informations sur un répondeur téléphonique.

Les informations diffusées comprennent les niveaux d'eau aux stations hydrométriques de Limoges, Aixe-sur-Vienne, Etagnac (Pont de Pilas) et Confolens ainsi que les tendances.

Des prévisions à 6 heures sont réalisées pour la station de Confolens depuis la station d'Aixe- sur-Vienne.

Lorsque la cote atteint 0,70 m à la station d'Aixe- sur-Vienne, le service d'annonce des crues de POITIERS adresse un message de pré-alerte à la préfecture de la Charente.

Les secours sont coordonnés par le Centre Opérationnel Départemental d'Incendie et de Secours de la Charente (CODIS), ils sont engagés conformément à l'arrêté préfectoral n° 442/99 portant approbation du règlement opérationnel du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Charente, annexe 3 (plan de déploiement des communes), et sont organisés en liaison avec les maires.

2.4. Les grands principes du PPR

Le plan de prévention des risques a pour principaux objectifs :

- l'amélioration de la sécurité des personnes exposées,
- la limitation des dommages aux biens et aux activités soumis au risque,
- une action de gestion globale du bassin versant en préservant les zones naturelles de stockage et le libre écoulement des eaux, ceci pour éviter l'aggravation des dommages en amont et en aval.

Les principes à mettre en œuvre sont les suivants :

- 1 A l'intérieur des zones inondables soumises aux aléas les plus forts, interdire toute construction nouvelle et saisir toutes les opportunités pour réduire le nombre des constructions exposées. Dans les autres zones inondables où les aléas sont moins importants, des dispositions doivent être prises pour réduire la vulnérabilité des constructions qui pourront éventuellement être autorisées. Les autorités locales et les particuliers seront invités à prendre des mesures adaptées pour les habitations existantes.
- 2 Contrôle strict de l'extension de l'urbanisation dans les zones d'expansion des crues, c'est-à-dire les secteurs non urbanisés ou peu urbanisés et peu aménagés où la crue peut stocker un volume d'eau important.

Ces zones jouent en effet un rôle déterminant en réduisant momentanément le débit en aval, mais en allongeant la durée de l'écoulement. La crue peut ainsi dissiper son énergie au prix de risques limités pour les vies humaines et les biens. Ces zones d'expansion de crues jouent également le plus souvent un rôle important dans la structuration du paysage et l'équilibre des écosystèmes.

- 3 Eviter tout endiguement ou remblaiement nouveau qui ne serait pas justifié par la protection de lieux fortement urbanisés. En effet, ces aménagements sont susceptibles d'aggraver les risques en amont et en aval.

2.5. Justification du zonage et du règlement

La première phase dans l'élaboration du projet de PPR consiste à apprécier les enjeux, c'est-à-dire les modes d'occupation et d'utilisation du territoire dans la zone inondable.

Cette démarche a pour objectifs :

- l'identification d'un point de vue qualitatif des enjeux existants et futurs,
- l'orientation des prescriptions réglementaires et des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde.

L'analyse des enjeux a notamment permis :

- d'évaluer la population en danger,
- d'identifier les établissements sensibles, les activités économiques, les équipements publics stratégiques,
- d'analyser la politique menée en matière de gestion du territoire (documents d'urbanisme).

La superposition de la carte informative des paramètres physiques de la crue de référence et des enjeux conduira ensuite vers une appréciation hiérarchisée des zones à risque et des champs d'expansion de crue à préserver.

Cette confrontation de la carte de l'aléa et de la carte des enjeux débouchera sur le zonage réglementaire du PPR et un règlement différenciant :

- une zone rouge,
- une zone bleue.

❑ **La zone rouge** : le principe en est l'inconstructibilité. Sont classés en zone rouge :

- *pour des raisons d'intensité du risque*, tout le territoire se situant sous une hauteur d'eau de la crue de référence ⁽¹⁾ supérieure à 1 mètre. C'est la zone la plus exposée en raison des hauteurs d'eau atteintes vis-à-vis de la sécurité des populations et des conséquences sur les biens et activités ;
- *les champs d'expansion des crues*, quelle que soit la hauteur d'eau, qui sont des zones naturelles non ou peu urbanisées (urbanisation hors des centres urbains), où la crue peut stocker un volume d'eau important. Ces zones doivent être préservées de toute construction en raison :
 - . du rôle important qu'elles jouent sur le stockage et l'écoulement des eaux lors des crues,
 - . des risques d'aggravation des conséquences des inondations en amont et en aval, générés par leur urbanisation ou leur aménagement.

Ainsi toute occupation ou utilisation du sol susceptible de faire obstacle à l'écoulement des eaux ou restreindre le volume de stockage de la crue y sera interdite.

⁽¹⁾ La crue prise comme référence correspond à la crue de 1944 et s'identifie aux plus hautes eaux connues. Statistiquement, ce niveau ne sera atteint qu'environ une fois par siècle (crue centennale), ce qui n'exclut pas l'éventualité d'une crue analogue ou supérieure dans les quelques années à venir.

❑ **La zone bleue** : il s'agit d'une zone où l'intensité du risque est plus faible. Sont classées en zone bleue à condition que les hauteurs d'eau soient inférieures à 1 mètre pour la crue de référence ⁽¹⁾:

- les centres urbains,
- les zones urbanisables stratégiques en terme de développement communal.

En zone bleue, les constructions nouvelles sont autorisées sous réserve du respect de certaines mesures de prévention définies dans le règlement du PPR.

Les dispositions du PPR s'appliquent, dans les secteurs exposés au risque inondation aux occupations et utilisations du sol, biens et activités (actuelles ou futures), des communes suivantes : Etagnac, Chassenon, Chabonais, Exideuil, Chirac, Manot, Saint-Maurice-des-Lions, Ansac-sur-Vienne, Confolens, Esse, Saint-Germain-de-Confolens, Lessac, Abzac

On peut citer notamment :

- constructions de toutes natures,
- murs et clôtures,
- équipements publics,
- dépôts divers,
- aires de stationnement,
- affouillements et exhaussement du sol,
- installations et travaux divers,
- méthodes culturales et améliorations foncières agricoles.

Les mesures visant l'occupation et l'utilisation des sols consistent soit en des autorisations ou des interdictions, soit en des prescriptions (conditions).

Le règlement du PPR comprend :

- des mesures réglementaires différentes pour chacune des zones (rouge ou bleue),
- des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui sont des mesures globales visant l'ensemble des secteurs exposés.

⁽¹⁾ La crue prise comme référence correspond à la crue de 1944 et s'identifie aux plus hautes eaux connues. Statistiquement, ce niveau ne sera atteint qu'environ une fois par siècle (crue centennale), ce qui n'exclut pas l'éventualité d'une crue analogue ou supérieure dans les quelques années à venir.

2.6. Les recommandations

Les prescriptions définies dans le règlement sont opposables après approbation du PPR à tout type d'utilisation et d'occupation du sol. Elles ont un caractère obligatoire.

Par contre, des actions à caractère incitatif peuvent être recommandées indépendamment des prescriptions définies dans le règlement du PPR.

Ces recommandations sont les suivantes :

2.6.1. Pour préserver les écoulements

- Entretien régulier de la Vienne, des seuils, des ouvrages et des berges,
- Limitation des changements d'affectation des espaces :
 - . l'arrachage des haies devra être évité,
 - . le maintien des prairies permanentes est vivement recommandé.

2.6.2. Pour réduire la vulnérabilité et les dommages

- l'installation de dispositifs (obturation des ouvertures, relèvement des seuils...) destinés à assurer l'étanchéité des parties de bâtiment situées sous la cote de sécurité ;
- il est recommandé de doter chaque construction d'un dispositif de coupure des réseaux techniques (électricité, gaz, eau) placé au-dessus de la cote de référence, dont il sera fait usage en cas de crue et qui isolera la partie de la construction située au-dessous de la cote de sécurité ;
- les compteurs électriques, les chaudières individuelles et collectives doivent être positionnés au-dessus de la cote de référence, majorée d'une hauteur de 50 cm ;
- dans les propriétés bâties, il sera maintenu une ouverture de dimensions suffisantes, pour permettre l'évacuation des biens déplaçables situés au-dessous de la cote de sécurité ;
- pendant la période où les crues peuvent se produire, il est recommandé d'assurer le remplissage maximum des citernes enterrées ;
- pour les établissements les plus sensibles, il est recommandé de réaliser une étude de vulnérabilité spécifique dans le but de définir les adaptations techniques et les mesures envisageables pour réduire la vulnérabilité ainsi que les dommages ;
- dès l'annonce de l'alerte de crue, les véhicules en stationnement, ceux situés dans les garages, devront être évacués.

3. LE ZONAGE REGLEMENTAIRE

Les dispositions du PPR s'appliquent aux secteurs exposés au risque inondation des communes de Etagnac, Chassenon, Chabanais, Exideuil, Chirac, Manot, Saint-Maurice-des-Lions, Ansac-sur-Vienne, Confolens, Esse, Saint-Germain-de-Confolens, Lessac, Abzac.

Le zonage réglementaire à l'échelle de 1/10 000 couvre la zone exposée au risque inondation, délimitée par la limite d'étalement des plus hautes eaux de la crue centennale.

Les cotes figurant sur le plan de zonage correspondent aux cotes de sécurité à respecter dans le cadre des mesures réglementaires fixées dans le règlement du PPR.

Ces cotes de sécurité sont exprimées en cote NGF. Elles sont situées entre 20 et 40 cm au-dessus de la limite des plus hautes eaux de la crue de référence.

4. LE REGLEMENT

4.1. Chapitre 1 – Dispositions applicables à la zone rouge

Caractère de la zone

Elle comprend deux secteurs :

- **les centres urbains** se situant sous une hauteur d'eau supérieure à 1 mètre pour la crue de référence ⁽¹⁾,
- **les zones naturelles** non ou peu urbanisées que l'on nomme champs d'expansion des crues à préserver quelle que soit la hauteur d'eau.

Dans les centres urbains, la zone rouge est celle qui est la plus exposée au risque inondation. La période de retour de l'inondation est en moyenne inférieure à 10 ans, avec pour les crues les plus importantes des durées de submersion plus longues.

L'intensité du risque est telle qu'il n'existe pas de mesures de prévention économiquement opportune autre que l'inconstructibilité totale.

Dans les champs d'expansion des crues à préserver l'objectif est d'interdire toute occupation ou utilisation du sol susceptible de faire obstacle à l'écoulement des eaux ou de restreindre le volume de stockage de la crue.

4.1.1. Article 1 – Utilisations et occupations du sol autorisées

- 1.1. les travaux usuels d'entretien et de gestion normaux des biens et activités implantés antérieurement à la publication du présent document, leurs aménagements (aménagements internes, traitement des façades et réfection des toitures notamment) et leur réparation sauf s'ils augmentent sensiblement les risques ou en créent de nouveaux ou conduisent à une augmentation notable de la population exposée par création de logements supplémentaires ;
- 1.2. la surélévation des constructions existantes à condition qu'elle ne conduise pas à une augmentation notable de la population exposée par création de logements supplémentaires ;
- 1.3. l'extension mesurée des constructions existantes à usage d'habitation ou d'activité par augmentation d'emprise, lorsque des motifs d'ordre technique rendent impossible la surélévation de l'existant ;

à condition :

- que l'augmentation d'emprise, soit limitée à 25 % de l'emprise du bâtiment à agrandir (l'opération étant limitée à une seule fois),
- que la nouvelle surface ainsi obtenue présente un plancher bas dont la sous face se situe au-dessus de la cote de sécurité ⁽²⁾.

⁽¹⁾ La crue prise comme référence correspond à la crue de 1944 et s'identifie aux plus hautes eaux connues. Statistiquement, ce niveau ne sera atteint qu'environ une fois par siècle (crue centennale), ce qui n'exclut pas l'éventualité d'une crue analogue ou supérieure dans les quelques années à venir.

⁽²⁾ La cote de sécurité correspond à la cote des plus hautes eaux connues majorée de 20 à 40 cm.

"Toutefois pourront déroger à titre exceptionnel à cette condition relative à la cote de sécurité les extensions des constructions existantes à usage d'activité pour lesquelles le respect de la cote de sécurité remettrait en cause d'autres conditions de sécurité imposées à l'entreprise par les autorités compétentes. Dans ce cas, le pétitionnaire devra fournir une étude hydraulique indiquant l'impact sur l'écoulement des crues ou les champs d'expansion. En cas de réduction des capacités d'écoulement ou d'expansion, l'étude définira les mesures compensatoires proposées afin de ne pas aggraver les conséquences d'une inondation."

- 1.4. la reconstruction sur une emprise au sol équivalente ou inférieure, de tout édifice, sous réserve d'assurer la sécurité des personnes et de réduire la vulnérabilité des biens. Si la construction n'est pas maintenue sur son emprise initiale, elle devra s'implanter sur une partie du terrain présentant une hauteur de submersion inférieure. Le plancher bas devra se situer au-dessus de la cote de sécurité ;
- 1.5. les travaux et installations destinés à réduire les conséquences du risque inondation y compris les ouvrages et les travaux visant à améliorer l'écoulement des eaux et la régulation des flux, à condition de ne pas aggraver les risques par ailleurs ;
- 1.6. l'aménagement de parcs, jardins, de stationnements collectifs, de terrains de sport ou de loisirs réalisés au niveau du terrain naturel, dans la mesure où ces aménagements ne nuisent pas à l'écoulement ni au stockage des eaux, à condition que le matériel d'accompagnement soit démontable et à l'exclusion de toute construction ;
- 1.7. les cultures annuelles et les pacages ;
- 1.8. les travaux de voirie et d'infrastructures publiques lorsqu'ils sont réalisés dans le cadre des réglementations en vigueur en matière d'infrastructure et les réseaux nécessaires au fonctionnement des services publics y compris les travaux annexes qui leur sont liés, à condition qu'ils n'entravent pas l'écoulement des crues et n'aient pas pour effet d'aggraver les conséquences du risque (éventuellement par la mise en œuvre de mesures compensatoires) ;
- 1.9. la réalisation de passerelles à usage uniquement piétonnier nécessaires à la mise en œuvre d'un projet public sous réserve de la production d'une étude hydraulique fine, démontrant que le projet est globalement sans effet sur les conséquences du risque ;
- 1.10 les aménagements nécessaires au développement d'activités nautiques (pontons, quais, embarcadères, ...) à l'exclusion de toute construction, et dans la mesure où ces aménagements ne nuisent pas à l'écoulement, ni au stockage des eaux.
- 1.11. les clôtures ajourées, constituées de fils superposés espacés d'au moins 50 cm et tendus sur des supports espacés d'au moins 4 m ;
- 1.12. les réseaux d'irrigation et de drainage, à condition de ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux et que le matériel soit démontable ;

- 1.13. les carrières d'extractions de matériaux à condition qu'elles ne modifient pas l'écoulement des eaux. Les installations de traitement doivent être soit déplaçables, soit arrimées afin de résister à la pression de l'eau jusqu'à la cote de sécurité à condition que le matériel électrique soit démontable et placé dans le sens du courant;
- 1.14. les plantations d'arbres de haute tige, espacés de plus de 4 mètres à condition qu'ils soient régulièrement élagués jusqu'à hauteur de la cote de sécurité, et que le sol entre les arbres reste bien dégagé ;
- 1.15. l'extension des terrains de camping et de caravaning et les constructions indispensables à leur bon fonctionnement sous réserve du respect des conditions suivantes :
 - * raccordement obligatoire au réseau collectif d'assainissement,
 - * pas d'implantation de mobil-homes en poste fixe, en dehors d'une période allant du 15 avril au 15 octobre,
 - * pas de gardiennage de caravanes à l'année.
- 1.16. l'extension des constructions techniques d'intérêt général, lorsque le projet nécessite la proximité immédiate des installations initiales (ex. : station d'épuration).

4.1.2. Article 2 – Utilisations et occupations du sol interdites

Est interdite toute occupation ou utilisation du sol non visée à l'article 1 du chapitre 1, et notamment les remblais, les dépôts, les clôtures pleines...

4.2. Chapitre 2 – Dispositions applicables à la zone bleue

La zone bleue est une zone moins exposée au risque inondation. Les hauteurs d'eau pour une crue de référence ⁽¹⁾ sont inférieures à 1 mètre.

La probabilité d'occurrence du risque est d'intensité moyenne.

La mise en œuvre d'un ensemble de réglementations a pour objectif de prévenir le risque, réduire ses conséquences.

La possibilité de constructions nouvelles peut y être envisagée.

4.2.1. Article 1. – Occupations et utilisations du sol autorisées

- 1.1. les constructions nouvelles, les aménagements et les extensions par augmentation d'emprise, lorsque des motifs d'ordre technique rendent impossible la surélévation de l'existant, pour quelque destination que ce soit à l'exception des constructions ayant vocation à héberger à titre temporaire ou permanent des personnes dont l'évacuation ou le relogement dans l'urgence est de nature à accroître les conséquences du risque (exemples d'activités non autorisées : hôpitaux, maisons de retraite, centre d'accueil de personnes à mobilité réduite), à condition que la sous-face du plancher bas se situe au-dessus de la cote de sécurité ⁽²⁾. Toutefois pourront déroger à titre exceptionnel à cette condition relative à la cote de sécurité les extensions des constructions existantes à usage d'activité pour lesquelles le respect de la cote de sécurité remettrait en cause d'autres conditions de sécurité imposées à l'entreprise par les autorités compétentes. Dans ce cas, le pétitionnaire devra fournir une étude hydraulique indiquant l'impact sur l'écoulement des crues ou les champs d'expansion. En cas de réduction des capacités d'écoulement ou d'expansion, l'étude définira les mesures compensatoires proposées afin de ne pas aggraver les conséquences d'une inondation.
- 1.2. les travaux usuels d'entretien et de gestion normaux des biens et activités implantés antérieurement à la publication du présent document, leurs aménagements (aménagements internes, traitement des façades et réfection des toitures notamment) et leur réparation sauf s'ils augmentent sensiblement les risques ou en créent de nouveaux ou conduisent à une augmentation notable de la population exposée par création de logements supplémentaires ;
- 1.3 la reconstruction sur une emprise au sol équivalente ou inférieure, de tout édifice, sous réserve d'assurer la sécurité des personnes et de réduire la vulnérabilité des biens. Si la construction n'est pas maintenue sur son emprise initiale, elle devra s'implanter sur une partie du terrain présentant une hauteur de submersion inférieure. Le plancher bas devra être situé en dessus de la cote de sécurité.
- 1.4. les travaux et installations destinés à réduire les conséquences du risque inondation, y compris les ouvrages et les travaux visant à améliorer l'écoulement des eaux et la régulation des flux, à conditions de ne pas aggraver les risques par ailleurs ;

⁽¹⁾ La crue prise comme référence correspond à la crue de 1944 et s'identifie aux plus hautes eaux connues. Statistiquement, ce niveau ne sera atteint qu'une fois par siècle (crue centennale), ce qui n'exclut pas l'éventualité d'une crue analogue ou supérieure dans les quelques années à venir.

⁽²⁾ La cote de sécurité correspond à la cote des plus hautes eaux connues majorée de 20 à 40 cm.

- 1.5. l'aménagement de parcs, de jardins, de stationnements collectifs, de terrains de sport ou de loisirs, réalisés au niveau du terrain naturel dans la mesure où ces aménagements ne nuisent à l'écoulement ni au stockage des eaux, à condition que le matériel d'accompagnement soit démontable ;
- 1.6. les cultures annuelles et les pacages ;
- 1.7. les travaux de voirie et d'infrastructures publiques lorsqu'ils sont réalisés dans le cadre des réglementations en vigueur en matière d'infrastructure et les réseaux nécessaires au fonctionnement des services publics y compris les travaux annexes qui leur sont liés, à condition qu'ils n'entravent pas l'écoulement des crues et n'aient pas pour effet d'aggraver les conséquences du risque (éventuellement par la mise en oeuvre de mesures compensatoires) ;
- 1.8. la réalisation de passerelles à usage uniquement piétonnier nécessaires à la mise en œuvre d'un projet public sous réserve de la production d'une étude hydraulique fine, démontrant que le projet est globalement sans effet sur les conséquences du risque ;
- 1.9. les aménagements nécessaires au développement d'activités nautiques (pontons, quais, embarcadères, ...) à l'exclusion de toute construction, et dans la mesure où ces aménagements ne nuisent pas à l'écoulement, ni au stockage des eaux.
- 1.10. les clôtures ;
- 1.11. les réseaux d'irrigation et de drainage, à condition de ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux et que le matériel soit démontable ;
- 1.12. les carrières d'extraction de matériaux à condition qu'elles ne modifient pas l'écoulement des eaux. Les installations de traitement doivent être soit déplaçables, soit arrimées afin de résister à la pression de l'eau jusqu'à la cote de référence à condition que le matériel électrique soit démontable ;
- 1.13. les plantations d'arbres de haute tige espacés d'au moins 4 m, à condition qu'ils soient régulièrement élagués jusqu'à hauteur de la cote de sécurité, et que le sol entre les arbres reste bien dégagé ;
- 1.14. l'extension des terrains de camping et caravanning et les constructions indispensables à leur bon fonctionnement, sous réserve du respect des conditions suivantes :
 - * raccordement obligatoire au réseau collectif d'assainissement,
 - * pas d'implantation de mobil-homes en poste fixe, en dehors d'une période allant du 15 avril au 15 octobre,
 - * pas de gardiennage de caravanes à l'année.

4.2.2. Article 2 – Occupation et utilisation du sol interdites

Est interdit toute occupation ou utilisation du sol non visée à l'article 1 du chapitre 2, et notamment les remblais, les dépôts...

4.3. Chapitre 3 – Dispositions constructives applicables à l'extension des constructions et d'activités existantes ainsi qu'à toute nouvelle implantation dans les zones rouge ou bleue

- la sous-face du plancher bas de la construction se situera au-dessus de la cote de sécurité, sauf pour les abris légers, les garages et les annexes des bâtiments d'habitation ;
- les réseaux électriques et les matériels électriques, électroniques, micromécaniques et appareils de chauffage, seront équipés d'un dispositif de mise hors service automatique ou seront placés au-dessus de la cote de sécurité ;
- toute partie de la construction située au-dessous de la cote de sécurité sera réalisée dans les conditions suivantes :
 - l'isolation thermique et phonique utilisera des matériaux insensibles à l'eau,
 - les matériaux putrescibles ou sensibles à la corrosion seront traités avec des produits hydrofuges ou anti-corrosifs,
 - les revêtements de sols et murs et leurs liants seront constitués de matériaux non sensibles à l'action de l'eau,
- les caves et les sous-sols sont interdits ;
- le mobilier d'extérieur, à l'exclusion du mobilier aisément déplaçable, sera ancré ou rendu captif ;
- les voies d'accès, les parkings, les aires de stationnement de toute nature doivent être arasés au niveau du terrain naturel ;
- les réseaux d'eaux pluviales et d'assainissement seront étanches et équipés de clapets anti-retour ;
- les citernes enterrées seront lestées ou fixées ; les citernes extérieures seront fixées au sol support, lestées et équipées de muret de protection à hauteur de la cote de sécurité ;
- le stockage des produits polluants ou sensibles à l'eau devra être réalisé dans un récipient étanche et lesté ou fixé pour qu'il ne soit pas emporté par la crue. A défaut, le stockage sera effectué au-dessus de la cote de sécurité ;

De plus, sont interdits :

- les dépôts et stockages de matériaux en dessous de la cote de sécurité
- le stockage en dessous de la cote de sécurité de produits dangereux pour l'hygiène et la sécurité publique (liste fixée par la nomenclature des installations classées et la réglementation sanitaire départementale) ;
- l'utilisation dans la structure bâtie de composants sensibles à l'eau, ainsi que la création d'ouvertures en dessous de la cote de sécurité ;
- les parkings souterrains ;
- les systèmes d'assainissement autonome de type drains noyés dans le sol.

5. MESURES DE PREVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE

Les mesures de prévention et de sauvegarde ont pour objectif :

- la réduction de la vulnérabilité des biens et activités existants et futurs ;
- la limitation des risques et des effets ;
- l'information de la population ;
- de faciliter l'organisation des secours.

5.1. Réduction de la vulnérabilité des biens et activités existants

- mise hors d'eau de tout stockage de produits dangereux. La liste de ces produits est fixée par la nomenclature des installations classées et la réglementation sanitaire départementale ;
- installation de dispositifs (obturation des ouvertures, relèvement des seuils...) destinés à assurer l'étanchéité des parties de bâtiment situées sous la cote de référence. Cette mesure s'applique aux bâtiments hébergeant un nombre important de personnes et aux bâtiments d'activités.
- les éléments techniques sensibles à l'eau (poste de détente gaz, postes électriques moyenne et basse tension, ...) seront mis hors d'eau et facilement accessibles en cas d'inondation.
- en cas de réfection ou de remplacement, les menuiseries, portes, fenêtres, revêtements (sols et murs), protections phoniques et thermiques, situés en dessous de la cote de référence, doivent être réalisés avec des matériaux insensibles à l'eau ou protégés par un traitement spécifique ;
- lors de toute réfection importante, reconstruction totale ou partielle de tout ou partie d'édifice, les prescriptions applicables aux constructions neuves s'appliquent ;
- tout changement d'affectation des sous-sols est interdit.

5.2. Information préventive

L'information préventive doit consister à renseigner les populations sur les risques majeurs auxquels elles sont exposées tant sur leur lieu de vie, de travail et de vacances.

Conformément à la loi du 22 juillet 1987, le citoyen doit être informé sur les risques qu'il encourt et sur les mesures de sauvegarde qui peuvent être mises en œuvre.

Une campagne d'information sera réalisée pour chaque municipalité, par voie d'affichage dans les locaux recevant du public. Cette information portera au minimum sur :

- l'existence du risque inondation et indications de ses caractéristiques (fréquence, hauteur d'eau, etc.) ;
- la modalité de l'alerte ;
- les numéros d'appel téléphonique auprès desquels la population peut s'informer avant, pendant et après la crue (mairie, préfecture, Centre Opérationnel Départemental d'Incendie et de Secours, gendarmerie...) ;
- la conduite à tenir.